

Fédéral

Ces rendez-vous manqués

Sophie Wilmès prend la tête d'un exécutif en affaires courantes à l'assise démocratique inexistante depuis un an. Une situation qui dure et ne sera pas sans conséquences. - Texte: Julien Thomas -

Un compas de navigation défectueux, un capitaine et ses principaux officiers partis, mais aussi une cale qui prend l'eau: une seule de ces avaries inquiéterait le plus chevronné des vieux loups de mer. Pourtant, le bateau Belgique dérive avec les trois depuis un an. Charles Michel, remplacé par Sophie Wilmès, a déjà quitté son bord. Le libéral avait déjà de toute façon la tête tournée vers les cieux européens. Il ne dirigeait plus vraiment le pays. Lui qui disposait d'un bureau à côté du rond-point Schuman passait ses journées à se préparer pour la fonction. Il n'est pas le seul ténor à quitter le navire. Certains comme Jan Jambon (N-VA) et Kris Peeters (CD&V) se sont déjà exécutés, d'autres comme Didier Reynders (MR) sont en partance.

Il faut dire que l'équipage restant dispose d'une marge de manœuvre réduite. Un exécutif en affaires courantes ne peut pas prendre de décisions importantes. Or, celui-ci s'avère de surcroît mino-

ritaire. Les trois derniers partis de la majorité réunissent en effet à peine 38 des 150 sièges (25 %) au Parlement. Depuis décembre dernier et le coup de sang des nationalistes flamands, le pays navigue à vue dans une relative indifférence. Il est vrai que les métros continuent de rouler, les écoles d'enseigner et les hôpitaux de soigner. L'actuelle léthargie au fédéral a pourtant bien un impact. De nombreux dossiers bloqués, le report de décisions importantes, une facture qui s'alourdit chaque jour pour le citoyen et un sentiment d'urgence: voilà ce qu'il ressort d'un tour d'horizon effectué auprès de différents experts.

La première urgence s'avère sans aucun doute budgétaire. *"Même avec le gouvernement en affaires courantes de 2010-2011, on avait eu un budget. C'est la première fois dans l'histoire contemporaine du pays qu'il n'y aura pas de budget confectionné durant une année complète. Il faut fonctionner sur le principe des douzièmes provisoires. C'est-à-dire que les dépenses en 2019 ont été réalisées sur la base du budget 2018"*, explique Benoît Bayenet, professeur de finances publiques à l'ULiège. L'économiste de l'ULB Maxime Fontaine embraie: *"Et en 2020, ce sera la première fois qu'il faudra utiliser des douzièmes provisoires de... douzièmes provisoires"*. Dit plus simplement: la Belgique fonctionne avec un budget périmé. Les recettes et les dépenses ne correspondent plus à la réalité. À politique inchangée, le déficit budgétaire frôlera ainsi les 12 milliards d'euros en 2024.

"Le scénario catastrophe: on se retrouverait sans nucléaire et sans centrales à gaz pour le remplacer."



Charles Michel
passe le témoin à
Sophie Wilmès.

Photo News

“Le dérapage est inquiétant car les dépenses, en particulier celles de la sécurité sociale, augmentent beaucoup plus vite que la richesse nationale. Elles augmentent à concurrence de 5 % sur base annuelle, mais la richesse nationale augmente deux fois moins vite. Ce qui crée un trou budgétaire. On fait donc payer ça aux prochaines générations”, lance Jean Hindriks, professeur d’économie à l’UCL. La marge de manœuvre du prochain exécutif baisse aussi au fil des jours, explique Sébastien Thonet, du Centre de recherche en économie régionale et politique (CERP): “Plus on s’endette, plus ça devient difficile d’équilibrer son budget. Au fédéral, les charges d’intérêts, c’est 8,5 milliards. Si on ne les avait pas, on serait presque à l’équilibre”.

Des médecins plus chers?

Le problème se fait aussi ressentir depuis la semaine dernière dans le domaine des soins de santé. Et de manière extrêmement inquiétante. L’exécutif restant a en effet refusé d’avaliser la proposition de

budget 2020 négociée par les mutuelles et les prestataires de soins. “L’organe composé paritairement des prestataires comme les médecins ou les hôpitaux d’une part, et des mutuelles d’autre part avait approuvé le 7 octobre une proposition de budget tenant la route. Mais le gouvernement n’a pas avalisé le texte. La situation est un peu curieuse, car il est non seulement en affaires courantes, mais aussi très minoritaire”, note Jean-Noël Godin, directeur du syndicat médical GBO. Un exécutif à la légitimité réduite à peau de chagrin qui recule donc un projet faisant unanimité parmi les acteurs du secteur et se donne le droit de fixer les priorités à suivre à leur place... Gênant.

Le temps presse en tout cas. L’accord médico-mutualiste 2018-2019 qui fixe les tarifs des médecins conventionnés arrive bientôt à expiration. Le principe est simple: les partenaires sociaux négocient tous les deux ans les remboursements qui ne l’étaient pas dans le passé, ceux qu’il faut diminuer ou augmenter. “Quand on n’a pas de budget, on →

Qui sera en mesure de décider de l'approvisionnement énergétique du pays?



Belga Image

→ ne peut pas commencer à négocier ces accords tarifaires. Il faudra aussi voir dans quel cadre on va devoir travailler. À partir du moment où les acteurs du monde de la santé avaient très largement soutenu la proposition de budget, cela voulait dire aussi qu'ils étaient prêts à négocier dans ce cadre", explique Jean-Marc Laasman, de Solidaritis. L'absence d'accord médico-mutualiste d'ici le 31 décembre prochain permettrait aux médecins conventionnés de fixer librement leurs tarifs.

L'hiver sera chaud

Cette perspective relève bien sûr aujourd'hui de la théorie. Mais elle rappelle que le budget n'est pas la seule victime de l'absence prolongée d'un exécutif de plein exercice. La situation ne s'avère pas saine sur le plan démocratique. Différents observateurs s'étaient d'ailleurs émus en août dernier de l'envoi de Didier Reynders à la Commission européenne sans l'aval d'une majorité parlementaire. Plus anecdotique de prime abord, mais pourtant significatif: le refus essuyé en septembre par *Moustique* d'interviewer un responsable des inspecteurs du travail. Un pareil entretien avait été pourtant accordé deux ans plus tôt en dehors des affaires courantes. Une période plus sensible politiquement durant laquelle les cabinets ministériels sont plus regardants sur les interviews accordées par leurs administrations. Le cabinet de Wouter Beke (CD&V), parti entre-temps, a clairement évoqué la période d'affaires courantes pour justifier le refus.

L'actuelle torpeur ne renforcera pas non plus la crédibilité du monde politique. "Le fait qu'il n'y ait pas de gouvernement augmente aussi la méfiance

du citoyen vis-à-vis du politique. Cette désaffection des citoyens génère en même temps une forme d'apathie. On est vraiment dans une spirale négative", lâche Caroline Sägesser, chargée de recherches au Crisp. D'autant qu'un autre dossier s'annonce urgent: l'approvisionnement énergétique du pays. "Est-ce qu'on est clair sur l'arrêt des centrales nucléaires ou est-ce qu'on les prolonge? Le problème est qu'on risque toujours d'être privé d'électricité en cas d'hiver rigoureux, mais que l'investissement du secteur risque d'être minimal tant qu'il n'y a pas de clarté sur où on va", explique le politologue de l'ULB Pascal Delwit. Notre pays est censé pour l'instant sortir du nucléaire. Il faudra trancher en 2020: soit revenir sur cette décision et prolonger les centrales existantes, soit mettre en place le cadre législatif qui permette l'émergence des alternatives.

L'absence de décision aurait des conséquences incalculables, selon le spécialiste des questions énergétique à l'ULiège Damien Ernst. "On pourrait très bien imaginer un scénario catastrophe: l'arrêté royal prévoyant l'appel d'offres pour les centrales à gaz n'est pas voté. S'il n'est pas voté et qu'on ne fait rien en même temps pour prolonger le nucléaire, on signerait en fait pour une situation sans nucléaire et sans centrales à gaz, explique le scientifique. Dans les deux cas, il faut une décision d'un gouvernement en plein exercice." Pas une mince affaire au regard des non-négociations actuelles, à en croire Caroline Sägesser: "On ne sait même pas où ça coince. On est dans le noir. On ne sait pas du tout où on va". Quand on disait que le navire belge naviguait à vue, on était encore optimiste... ✘